



2017 PRODUCTIONS

Centre d'Education Populaire André Genot

Éditrice responsable : Anne-Marie Andrusyszyn - rue de Namur 47, 5000 Beez © 2020

Avec le soutien de :



LES ANALYSES DU CEPAG

Les analyses, ainsi que les études, produites par le CEPAG en 2017 sont résumées dans ce recueil. Elles sont disponibles, dans leur intégralité sur cepag.be/productions ou sur demande : cepag@cepag.be 081/26 51 56

janvier 2017 // Michel Rosenfeldt

PENSIONS : LOURDES ATTAQUES SUR LES PÉRIODES ASSIMILÉES (VERSION ACTUALISÉE)

Une première version de cette analyse a été publiée en décembre 2016, au moment où les négociations entre interlocuteurs sociaux étaient encore en cours, notamment sur les périodes assimilées. Voici donc une version actualisée.

Le 28 novembre 2016, les Pensionnés et Prépensionnés du CEPAG se sont joints au front commun syndical pour dénoncer la dernière attaque du gouvernement contre les périodes assimilées et le véritable bain de sang social qui en découlera. À nouveau, les victimes seront les plus démunis parmi les travailleurs et les allocataires sociaux. C'est à une véritable triple peine qu'ils seront toutes et tous condamnés !

février 2017 // Laurent D'Altoe

ON EN (RE)PARLE : L'ALLOCATION UNIVERSELLE

Qui n'a pas encore entendu parler de l'allocation universelle ? À l'heure où les mutations du monde du travail atteignent une ampleur rarement égalée, l'idée revient en force et alimente la thèse de l'extinction de l'emploi. Mais à y regarder de plus près, l'allocation universelle a tout d'une fausse bonne idée. Après tout : « Le diable se cache dans les détails ».

février 2017 // Julie Rigo

PERTURBATEURS ENDOCRINIENS : ATTENTION DANGER !

Le 17 février dernier, Inter-Environnement Wallonie (la Fédération wallonne des associations de défense de l'environnement) organisait son Université annuelle sur le thème : préserver notre santé des pollutions environnementales. Pour l'occasion, plusieurs acteurs, dont les syndicats FGTB et CSC, à travers le projet RISE, les mutuelles et la Fondation contre le cancer, se sont impliqués dans cette journée de réflexion sur cette question cruciale pour la santé des citoyens, consommateurs et travailleurs que nous sommes.

Parmi les nombreux sujets abordés, un haro tout particulier a été fait sur la problématique des perturbateurs endocriniens (PE).

mars 2017 // Laurent D'Altoe

TRUMP : LA GRANDE INCONNUE

Le personnage fait peur tant il représente la caricature d'une certaine Amérique marquée par la peur, le racisme latent et le repli sur soi. Son élection fut ressentie comme un véritable séisme. Lui qui était encore récemment considéré, au mieux, comme un bouffon peroxydé est aujourd'hui à la tête de la première puissance mondiale. Pour le pire ?

mars 2017 // Laurent D'Altoe

QUAND LA PRESSE TITILLE LE POUVOIR...

Quel est le point commun entre François Fillon, candidat de la droite et du centre à l'élection présidentielle française et Donald Trump, nouveau président des États Unis ? Une aversion assumée envers la presse et les médias... Surtout quand ces derniers « osent » penser différemment d'eux ou dénoncer certains de leurs agissements. Bref, quand la presse joue son rôle de 4^e pouvoir. Voyage au pays des contre-vérités et de la mauvaise foi érigée en système de défense.

mars 2017 // Laurent D'Altoe

ON EN (RE)PARLE : FEMMES ET RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL, MAIN DANS LA MAIN ?

À l'heure où la réduction collective du temps de travail (RCTT), avec embauche compensatoire et sans perte de salaire, revient sur le devant de la scène économique et sociale, il demeure pertinent de s'interroger sur les liens entre cette réduction du temps de travail et les discriminations touchant encore les femmes au sein du monde (impitoyable) du travail.

mai 2017 // Nicolas Almau

DE QUOI LA SILVER ÉCONOMIE EST-ELLE LE NOM ?

Comme de nombreux concepts néolibéraux, le concept de Silver Économie a été diffusé en Europe par les canaux habituels que sont les recommandations de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) ou de l'Union européenne (Commission européenne et Europe des Régions), au moyen des *Best Practices* et autres *Benchmark*.

août 2017 // CCB - Centrale culturelle bruxelloise

RACISME AU CŒUR DES LUTTES SYNDICALES (3/3) : LE RACISME A-T-IL DES FONCTIONS SOCIALES ?

Cette analyse est le dernier d'une série de trois fiches d'actualité au sujet de la lutte contre le racisme. Les trois textes analysent le racisme sous plusieurs angles. Le premier article aborde l'histoire du racisme : a-t-il toujours existé (ou est-il une construction sociale liée à certains contextes) ? Le deuxième article se penche sur les mécanismes du racisme et les « assignations identitaires ». Le présent article examine les fonctions du racisme. En effet, si les « races humaines » n'existent pas (elles sont une invention humaine), le racisme, lui, existe bel et bien. Le racisme se base sur une véritable croyance : celle de la supposée existence de races pures. Ces idées de pureté, de « races » humaines sont fausses et dangereuses. Mais ces mythes sont solidement ancrés dans les imaginaires. Quelles en sont les raisons ? Le racisme accomplirait-il des fonctions qui lui permettent de survivre à toutes les déconstructions, à toutes les condamnations et même d'absorber la critique ?

juin 2017 // Lydie Gaudier

SANTÉ ET SÉCURITÉ DES EMPLOIS : TOUT N'EST PAS ROSE DANS LE VERT !

Les syndicats sont convaincus « qu'il n'y a pas d'emploi sur une planète morte » comme le souligne le slogan de la CSI (Confédération Syndicale Internationale) et que, par conséquent, la protection de l'environnement n'est plus la cerise sur le gâteau mais une condition indispensable à la survie de l'économie dans un contexte où les grands équilibres naturels sont menacés.

La transition vers une économie bas carbone et l'innovation technologique qui en découlera devrait créer un million d'emplois dans l'Union européenne d'ici 2020. Mais de quels emplois s'agit-il ?

juillet 2017 // Laurent D'Altoe

MÉDIAS ET « MACRONMANIA » : LA FORME AU DÉTRIMENT DU FOND

C'est peu de le dire : l'élection présidentielle française et les législatives qui ont suivi ont chamboulé le paysage politique de l'Hexagone. Tout bénéfique pour un jeune président qui a décidé de verrouiller sa communication comme d'autres verrouillent leur coffre-fort. On en oublierait presque le grand retour de la pensée néolibérale et la dérégulation programmée du travail...

août 2017 // Nicolas Almau

UNE WALLONIE PLUS (OU MOINS) FORTE

Suite à l'exclusive posée par le président du CDh, Benoît Lutgen, le 19 juin 2017, une nouvelle coalition gouvernementale a été mise en place en Wallonie le 28 juillet 2017. Soucieux de marquer une rupture avec un système qu'ils aiment à stigmatiser et qu'ils présentent volontiers comme des « pratiques politiques dépassées », les négociateurs du MR et du cdH ont conclu au plus vite, et au plus court, un accord qui a débouché sur la déclaration de politique régionale (DPR) présentée le 25 juillet et intitulée : « Une Wallonie plus forte ».

Que pouvons-nous déduire des principaux éléments qui structurent cette déclaration de politique régionale ? Analyse et commentaire.

septembre 2017 // Oscar Cortès Morales

LE LANGAGE DE LA RÉFORME LIBÉRALE : TROIS MOTS POUR COMPRENDRE

Pendant presque quatre décennies, une vaste offensive économique, idéologique et sociale s'est produite dans le monde entier. Des nouveaux mots sont utilisés par tous les promoteurs et défenseurs de cette contre-révolution libérale.

Pour cette analyse, j'ai choisi trois mots qui sont fortement liés et qui constituent le corps de cette réforme : flexibilité, gouvernance et compétences.

L'objectif c'est d'apporter des éléments pour continuer le combat idéologique contre ceux qui prônent que, contrairement à leur discours, un autre monde est possible loin de l'exploitation de l'homme par l'homme.

septembre 2017 // Mélodie Wegnez

LA RÉSISTIBLE ASCENSION DE VIKTOR ORBÀN

Cette analyse a pour but de retracer l'évolution politique de Viktor Orbán, actuel Premier ministre hongrois ; les courants qui sous-tendent cette évolution et traversent l'Europe (effritement idéologique de la droite puis du modèle social-démocrate, menant à un besoin de trouver un créneau plus radical pour se démarquer politiquement ; incidence de la crise et de l'austérité, dévoilant les promesses non-tenues du modèle libéral ; désenchantement face au fonctionnement de l'UE ; tensions renouvelées entre UE et Russie), et les mécanismes des institutions européennes ayant permis l'avènement d'un tel régime au sein de l'UE. Comment Orbán a-t-il pu passer du statut de bon élève de l'UE, libéral et pro-européen, à celui de chantre de l'illibéralisme luttant contre les valeurs occidentales et cherchant à créer un état non-démocratique au sein de l'UE ? Pourquoi l'UE n'a-t-elle rien fait ou rien pu faire jusqu'ici pour l'en empêcher ? Y a-t-il réellement contradiction entre le libéralisme des débuts et l'illibéralisme d'aujourd'hui ? Comment résoudre « le problème hongrois », et éviter la contagion ?

septembre 2017 // Laurent D'Altoe

MONDE DÉSORDONNÉ CHERCHE COMPRÉHENSION

Face aux catastrophes, naturelles ou pas, aux guerres, aux désordres sociaux et à l'urgence environnementale, le citoyen « ordinaire » se sent souvent désarmé. Ajoutez à cela la surenchère médiatique sur certains types d'évènements et on comprendra aisément que le monde actuel apparaît de moins en moins lisible. Avec l'angoisse émergeant de cette absence de compréhension.

septembre 2017 // Aimé Dernicourt

LA LUTTE DES CLASSES A BIEN LIEU...

Au point d'arriver à détruire le monde du travail et permettre à un faible pourcentage de la population d'accroître ses richesses. Le front des attaques est large et diversifié avec comme ultime but de détruire l'état nation et de remplacer le pouvoir politique par une gouvernance privée. Toutes ces directives données par des institutions nous atteignent et nous font perdre notre fierté et notre identité. Les politiques ne réagissent pas, la mondialisation est occupée de détrôner « le local ». Les syndicats ne sont plus crédibles. L'Union européenne est tributaire des multinationales. La riposte ne peut venir que par le peuple et la révolte doit être mondialisée. Des changements doivent voir le jour et la politique c'est à dire la représentation du peuple doit reprendre sa place. C'est la seule piste pour un retour de la démocratie. Face à la déshumanisation, opposons la vie avec dignité. Les armes ne sont pas toujours nécessaires pour détruire les peuples. Une lutte acharnée d'une violence supérieure à tous les conflits mondiaux a été engagée par la classe capitaliste. Quels sont les antagonistes de ce massacre, quelle stratégie a été mise au point.

BRUXELLES - ETÉ 2017 : DE QUOI LA CRISE POLITIQUE DE L'ÉTÉ EST-ELLE RÉVÉLATRICE POUR LES ORGANISATIONS SYNDICALES ?

Si la tentative du CdH de renverser la majorité politique à Bruxelles a échoué, une étape a été franchie cet été, en Wallonie, avec la formation du nouveau gouvernement régional 'orange-bleu' : les majorités politiques du nord et du sud du pays s'unifient à droite et s'alignent sur un même projet néo-libéral. Conséquence : la Région de Bruxelles-Capitale est devenue, paradoxalement, un « petit village gaulois » d'irréductibles cosmopolites... Bruxelles pourrait bien devenir le dernier bastion de la résistance politique à la « révolution » ultra-libérale en œuvre, au Fédéral et en Flandre depuis 2014, et depuis cet été, en Wallonie. Côté Fédération Wallonie-Bruxelles, sa cogestion par des majorités régionales diamétralement opposées pourrait bien consacrer sa faillite. Rien n'assure, pour autant, que la / les gauches bruxelloises et leurs projets résisteront

aux élections de 2019 : le risque est bel et bien réel de voir émerger, à ce moment, des majorités de droite homogènes à tous les niveaux de pouvoir, armées de pouvoirs spéciaux et se chargeant de terminer la déconstruction de nos acquis sociaux. Avec les conséquences connues que l'émergence de ce type de majorité a sur le devenir des travailleurs, comme l'atteste la politique actuellement menée au niveau fédéral...

Cette évolution politique est particulièrement inquiétante pour l'avenir. Comme décryptée lors du Conseil syndical organisé, le 4 octobre 2017, par l'École syndicale de Bruxelles, il est important de ne pas en sous-estimer les répercussions pour les travailleurs, dans un contexte difficile de mobilisation générale contre les mesures du gouvernement fédéral et d'interrogation sur l'avenir même du syndicalisme...

octobre 2017 // Nicolas Latteur

CE QUE RÉVÈLE LA PAROLE DES SALARIÉS

Qui parle du travail ? Généralement, pas les salariés ! Le travail est principalement parlé par ceux qui entendent le régenter. Les pouvoirs politique et économique propagent une idéologie selon laquelle le travail a un coût (on ne cesse de parler du coût du travail et des charges sociales) et est un impératif moral (au nom duquel ceux qui en sont privés sont stigmatisés).

Le livre « Travailler Aujourd'hui » s'intéresse au travail en partant de la parole des salariés. C'est alors d'autres réalités qui sont révélées. Le travail peut être redécouvert à la fois comme activité concrète, comme rapport social, comme source d'exploitation et de domination multiples, mais aussi comme réalisation de soi et comme lieu de construction de résistances.

Cette redécouverte ne peut rester sans conséquence, car les témoignages invitent à penser des pratiques de transformation du travail et des rapports sociaux qui le définissent. Les lignes qui suivent proposent de dégager quelques-uns des principaux éléments qui transparaissent dans l'ouvrage et invitent le lecteur à le découvrir dans son entièreté.

octobre 2017 // Francis Leroy & David Lannoy

2012-2017, UN QUINQUENNAT SANS PITIÉ POUR LES SANS EMPLOI. COMMENT EN EST-ON ARRIVÉ LÀ ?

Les cinq dernières années furent particulièrement difficiles pour l'assurance chômage et, surtout, pour les personnes qui en bénéficient. En effet, comme le montre la liste exhaustive des mesures prises depuis 2004, ce sont des centaines de milliers de personnes qui ont été pénalisées — parfois très durement — par la politique de dégradation des conditions d'admissibilité et d'indemnisation des différents régimes d'indemnisation : chômage économique, RCC (ex-prépensions), chômage sur base du travail salarié, allocations d'insertion...

La Commission des Travailleurs Sans Emploi du CEPAG a voulu se pencher sur cette chasse aux chômeurs et tenter d'identifier les facteurs sociaux, économiques, culturelles et politiques qui ont rendu possible cette avalanche de mesures de stigmatisation et d'exclusion.

octobre 2017 // Laurent D'Altoe

LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE 1917 : PLUS QUE JAMAIS DANS LE COUP !

À l'heure des commémorations plus ou moins convenues de cet événement au retentissement mondial, il n'est pas inutile de revenir sur l'aspect contemporain d'une lutte populaire qui a changé le monde de l'époque. Au-delà de ce qu'il advint par la suite de l'URSS, les semaines d'octobre - novembre 1917 furent porteuses d'immenses espoirs.

L'ASILE ET LA MIGRATION : UNE QUESTION SOCIALE DE PREMIER ORDRE

Depuis la guerre en Syrie et, en particulier, depuis 2015, l'Europe est embourbée dans une crise de l'accueil des réfugiés. Une partie des personnes qui cherchent à trouver refuge en Belgique finissent sans-papiers. Ils rejoignent, ainsi, une quantité invraisemblable de travailleurs partageant une situation administrative extrêmement problématique, parfois depuis très longtemps. Cette situation renvoie à plusieurs questions fondamentales : celle des solidarités, notamment internationales, et du rapport de la Belgique aux conflits et aux intérêts économiques et géostratégiques qu'elle défend ; celles des flux migratoires et des réponses du monde du travail au dumping social ; celle des réponses politiques, de plus en plus à droite sur l'échiquier politique, qui déconstruisent graduellement les acquis des droits humains universels. L'actualité brûlante des mois de septembre et d'octobre 2017 nous amène à faire le point sur la problématique telle qu'elle se pose à Bruxelles : sur les réformes législatives en cours (droit d'asile, protection des travailleurs exploités, logement, permis de séjour et de travail) et sur le grand défi de la lutte pour l'égalité, notamment entre travailleurs, avec ou sans papiers. Cette actualité rappelle, une fois encore, que la lutte pour les droits des travailleurs migrants et des travailleurs sans-papiers est aussi une lutte syndicale...

novembre 2017 // Lydie Gaudier

TRANSITION ÉCONOMIQUE BAS CARBONE DE LA WALLONIE : ÉTAT DES LIEUX

L'urgence climatique ne fait aujourd'hui plus de doute au niveau de la communauté scientifique. L'accord de Paris adopté en 2015 lors de la COP 21 prévoit de contenir le réchauffement climatique « bien en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels » et si possible de viser à « poursuivre les efforts pour limiter la hausse des températures à 1,5 °C ».

Le respect de cet objectif implique, selon le GIEC, que les émissions mondiales devront diminuer de moitié d'ici 2050 (par rapport à 1990) et que dans la seconde moitié du siècle, le monde devra évoluer vers zéro émission.

Même si l'Accord de Paris a été dénoncé comme étant insuffisamment contraignant, son adoption par 194 pays signataires + l'UE a impulsé une réorientation importante des investissements au niveau mondial, indépendamment du récent retrait des États-Unis.

Un élément important de l'Accord de Paris est la reconnaissance des « impératifs d'une transition juste pour la population active et la création d'emplois décents et de qualité, conformément aux priorités de développement définies au niveau national ».

novembre 2017 // Bénédicte Janssen

INTERSECTIONNALITÉ : DE LA THÉORIE À LA PRATIQUE

Dans cette analyse, nous parcourons le concept d'intersectionnalité : d'où vient-il, que signifie-t-il, qu'apporte-t-il et quelles en sont les limites ? Si nous partons de la théorie, nous voulons montrer son importance au niveau politique et militant tout en offrant certaines pistes pour l'intégrer au sein des luttes sociales.

novembre 2017 // Olivier Starquit

PRIVATE ISLAND : L'ÎLE PRIVATISÉE. SERVICE PUBLIC BRITANNIQUE : CHRONIQUE D'UNE MORT ANNONCÉE ?

Le Royaume-Uni est le pays où la politique de privatisations a été poussée le plus loin au point de faire figure de laboratoire le plus important et le plus avancé en la matière.

Cette analyse retrace deux décennies de privatisation qui ont marqué l'histoire britannique avant de se pencher sur les partenariats public-privé (PPP) et sur un cas concret : la privatisation des chemins de fer.

novembre 2017 // Marie Wierink

PAYS-BAS : 20 ANS APRÈS LA FLEXISÉCURITÉ, L'HYPERFLEXIBILITÉ ET SES RISQUES

Les Pays-Bas sont, avec le Danemark, un des premiers pays où l'on a parlé de flexisécurité. Dès 1995, les interlocuteurs sociaux y ont conclu un accord sur ce thème fidèlement repris, fin 1998, par une loi intitulée « Flexibilité et sécurité ». L'objectif était de parvenir à un meilleur équilibre entre la flexibilité du marché du travail — pour mieux coller aux besoins des entreprises — et la sécurité des travailleurs — qu'ils soient en contrat stable ou instable.

Aujourd'hui, l'emploi flexible a explosé, loin de l'idéal de flexisécurité des négociateurs de 1995 : plus de 35 % d'emplois flexibles (contrats à durée limitée ou indépendants), les salariés en CDI ne sont plus que 6 sur 10... Vingt ans plus tard, tout le monde, ou presque, reconnaît qu'on est allé trop loin en matière de flexibilité. Et cette situation fait apparaître de nombreux risques, aussi bien à l'échelle de l'individu que de la société et de l'économie.

ÉCONOMIE DE PLATEFORME : QUEL MODÈLE DE RÉGULATION ?

Les développements technologiques de ces dernières années, en particulier l'accès à l'internet et aux réseaux à haut débit, le Big Data et l'extension des appareils mobiles et autres objets connectés nous ont fait entrer dans l'ère de la 4ème révolution industrielle : la digitalisation. La digitalisation impacte le marché de l'emploi de deux façons distinctes : par l'automatisation des tâches et par le travail via les plateformes d'échange d'information en ligne (internet).

L'automatisation fait référence au remplacement des travailleurs et travailleuses par la machine. Dans le passé, les révolutions technologiques successives ont radicalement transformé (« disrupté ») les modes de production dans l'industrie, avec le développement la machine à vapeur, puis de l'électricité. Ce processus d'automatisation du travail bouleverse aujourd'hui le secteur des services (banques, transport, commerce,...) avec le développement de machines intelligentes et autonomes. Nous ne connaissons pas encore l'ampleur du changement à venir, mais une étude du think tank Bruegel estime que jusqu'à la moitié (50,38 % en Belgique et 54 %, en moyenne, en Europe) des emplois existants sont en risque de disparition.

La présente fiche d'actualité se penche sur le second phénomène : le travail via les plateformes en ligne. Les enjeux ici sont tout autres. L'économie de plateforme promet de créer de l'emploi par la mise en relation directe entre particuliers, la flexibilité accrue du travail et la promotion de l'entrepreneuriat. Elle pose cependant question quant aux formes d'emploi qu'elle entend développer. Se posant souvent comme économie « collaborative » ou « du partage », ses bénéfices sociétaux sont, en réalité, discutables.

décembre 2017 // Lydie Gaudier

TRANSITION JUSTE DE L'ÉCONOMIE : PROPOSITIONS POUR LA WALLONIE

Cette analyse détaille quelques propositions, sur lesquelles s'accordent le monde syndical, au niveau européen et international, pour concrétiser la « transition juste » de l'économie afin de répondre au défi de l'urgence climatique. Les propositions qui suivent s'attachent à la mise en œuvre des principes de cette transition juste dans trois secteurs stratégiques : le logement, le transport et l'industrie.

décembre 2017 // Aïcha Magha & Maurizio Vitullo

RÉGULER L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE

Économie numérique, collaborative ou de plateforme... Ces termes désignent des modèles économiques très différents, tant sur le plan de la production que de l'usage des biens et services concernés. On a tendance aujourd'hui à les utiliser indifféremment comme de simples synonymes alors qu'ils recouvrent des approches économiques différentes. Les acteurs économiques jouent eux-mêmes, dans un esprit de séduction et de marketing, sur l'ambiguïté des mots. Ainsi Uber et Airbnb se présentent comme les pionniers de l'économie collaborative, de partage... La réalité est tout autre...

décembre 2017 // Nicolas Latteur

LE TEMPS DE TRAVAIL : TERRAIN DE LUTTES ET D'EXPÉRIMENTATIONS

Il est des notions tellement évidentes qu'elles ne sont plus interrogées. Or, à y voir de plus près, le temps est une abstraction centrale et déterminante, notamment dans les rapports sociaux qui définissent le travail et la relation d'emploi.

décembre 2017 // Bénédicte Janssen

ÉCRITURE INCLUSIVE : POUR OU CONTRE ?

Cette analyse parcourt, sur fond de sexisme ambiant, la polémique actuelle qui entoure l'écriture inclusive. Après avoir défini ce qu'est l'écriture inclusive et les raisons de sa création, nous analyserons les différents arguments avancés par les « pro » et les « anti ».

LE DÉMANTÈLEMENT DES PENSIONS N'EN FINIT PAS !

La réforme des pensions poursuit inexorablement son cours sans plus aucune concertation sociale digne de ce nom. Les acquis sociaux et les mécanismes de solidarité à l'œuvre dans les régimes légaux de pensions des salariés et des fonctionnaires tombent les uns après les autres ou sont vidés de leur substance. Et, dans le même temps, le gouvernement « Michel » autorise les pensionnés à exercer une activité professionnelle rémunérée sans limite à partir de 65 ans ou moyennant 45 années de carrière professionnelle. Même les flexi-jobs sont élargis et accessibles maintenant aux pensionnés. Les employeurs, toujours à la recherche d'une main d'œuvre bon marché et flexible, se frottent déjà les mains.

Comme si cela ne suffisait pas, l'idée d'une pension « à points », modulable en fonction des contraintes budgétaires et de l'évolution démographique, fait son chemin. Les deux objectifs principaux du gouvernement Michel et du patronat se résument à travailler encore plus longtemps avec une pension encore moins élevée ! On s'achemine ainsi vers une pension minimum de base et dérisoire, à moins de 1.000 € par mois, montant qui est largement en dessous du seuil de pauvreté en Belgique (1.115 € pour un isolé). Aujourd'hui, ils sont déjà plus de 300.000, parmi les salariés, à vivre cette situation.

RÉFORME DES LOYERS : UN (TOUT) PETIT PAS, TIMIDE, VERS LE DROIT À LA VILLE ?

La Région de Bruxelles-Capitale vient de réformer l'ancienne loi sur les baux locatifs, héritée du Fédéral, suite à la 6ème réforme de l'État. Selon le législateur régional, la nouvelle réglementation devrait assainir la crise du logement et apporter un juste équilibre des droits entre les locataires et leurs propriétaires (les bailleurs).

novembre 2017 // Bruno Poncelet

LA RÉVOLUTION NUMÉRIQUE : CRÉATRICE OU DESTRUCTRICE D'INÉGALITÉS ?

Nous sommes entrés dans le monde numérique à petits pas. Presque sans nous en rendre compte. Dans les années 80, l'ordinateur et le walkman furent les premiers à débarquer. Puis vinrent Internet et les téléphones portables. Bientôt suivis par le Smartphone et les réseaux sociaux qui ont colonisé notre quotidien à la vitesse de l'éclair, faisant entrer dans le langage courant des mots jadis inconnus comme Facebook, Google, Twitter ou You Tube.

Et ce n'est qu'un début. À en croire l'abondante littérature sur le sujet, le monde numérique s'apprête à déferler dans nos vies avec une foule de techniques et d'inventions — comme les drones, les robots, l'Intelligence artificielle, les objets connectés à Internet, les nanotechnologies ou encore l'intégration de prothèses numériques dans nos corps biologiques — qui vont pousser toujours plus loin les connexions entre objets numériques et êtres humains. Quelle société en émergera ? Comment nouerons-nous des relations les uns avec les autres ? Qui aura encore du travail ? Comment gagnerons-nous nos vies dans ce monde 2.0 aux nombreuses inconnues ?

Prédire l'avenir, c'est prendre le risque de se tromper. Pour l'heure, les pronostics divergent fortement quant aux bienfaits ou méfaits à attendre de la révolution numérique. Notamment sur le plan professionnel : là où certains prédisent la création de nombreux emplois, d'autres redoutent un désert social constitué de pertes massives d'emplois allant de pair avec une précarisation croissante des conditions de travail.

Dans cette forêt d'avis contradictoires, comment se frayer un chemin ? à quelles traces de pas se fier ? Quelle piste suivre parmi toutes les analyses et raisonnements qui se bousculent et (parfois) s'entrechoquent à ce sujet ?

Il n'y a évidemment pas de choix exclusif ou idéal. L'angle d'attaque que nous allons privilégier ici consistera à s'intéresser au contexte dans lequel apparaît cette révolution technique. Nous tâcherons d'identifier les acteurs qui influencent le développement des infrastructures et outils numériques. Nous verrons également que le monde politique, loin d'être inactif, joue un rôle de premier plan dans la digitalisation de notre société. Un rôle qui n'est pas neutre car des choix sont effectués, qui orientent aussi bien la manière d'installer les outils numériques que leur impact potentiel sur l'emploi...

Un impact qui reste toutefois incertain, car en partie lié aux décisions politiques et rapports de force qui se dessineront demain.

décembre 2017 // Bruno Poncelet

PLAIDOYER POUR UNE APPROCHE QUALITATIVE DE L'ÉCONOMIE

5 décembre 2017 : à la radio, l'invitée du jour est la journaliste Alessandra d'Angello qui vient de terminer une enquête consacrée aux femmes, de plus en plus nombreuses, qui en viennent à se prostituer pour des raisons alimentaires (c'est-à-dire pour nourrir leurs enfants, avoir un logement, effectuer une réparation de chaudière, etc.).

Le journaliste-radio qui réalise l'interview plante d'entrée le décor : s'il y a des pauvres qui doivent se prostituer pour survivre, c'est forcément la faute de la crise. Sous-entendu : la croissance économique ayant laissé place à la stagnation économique, on ne produit plus assez de richesses et la pauvreté grimpe. Voilà pourquoi des gens en viendraient à se prostituer pour survivre...

Cet adage de la crise économique, racine de tous les maux, est devenu une sorte de mantra religieux dans notre société. À de multiples reprises, dans d'innombrables débats, pour des raisons variées et sur des thèmes diversifiés, on invoque invariablement une origine économique aux problèmes en spécifiant que le mal est de nature quantitative : on ne produit pas assez de richesses pour que tout le monde puisse s'en sortir et vivre bien.

Ce plaidoyer s'inscrit en faux contre ce constat.

Certes, la pauvreté grimpe. Mais l'origine du problème n'est pas de nature quantitative. L'origine du problème est de nature qualitative : pour diverses raisons, nous ne nous soucions plus assez de la qualité de notre économie.

Ce plaidoyer a une double ambition : montrer — ou plus exactement rappeler — à quel point l'approche qualitative de l'économie est importante, pour ensuite s'interroger sur la manière d'améliorer la qualité de notre économie.

mars 2017 // Cellule Lutte Contre les Discriminations

ANALYSE DES OFFRES D'EMPLOI POUR 10 MÉTIERS (FONCTIONS) CRITIQUES. RELEVÉ D'ÉLÉMENTS DISCRIMINANTS.

Les métiers « en pénurie »... Souvent avancés par la droite et le patronat comme un problème majeur et le révélateur d'un manque de formation voire de motivation des demandeurs d'emploi.

Mais les sans emploi sont-ils réellement en cause ? N'existerait-il pas d'autres raisons pour expliquer que certains emplois ne trouvent pas « preneurs » ? Quels liens entre offres d'emploi, facteurs discriminants et métiers en pénurie ?

C'est à ces différentes questions que la Cellule Lutte Contre les Discriminations (CLCD), du CEPAG et de la FGTB wallonne a tenté de répondre en passant au crible 1.575 offres d'emploi portant sur 9 « métiers en pénurie » (tuyauteur industriel, mécanicien en génie civil, boucher, électromécanicien, technicien chauffagiste, dessinateur de la construction, conducteur de travaux, chef de chantier, délégué commercial en biens d'équipements professionnels) et sur le métier d'aide ménager qui figure dans les fonctions critiques.

Dans un deuxième temps, les 1.575 offres d'emploi de ces différents métiers ont été analysées en fonction de 8 critères considérés comme des freins à l'embauche (et donc discriminants) : l'expérience professionnelle, le permis de conduire ou le véhicule personnel, le type de contrat de travail ou le régime de travail, le diplôme, l'agrément, les plans d'embauche, l'obligation de postuler seulement via courrier électronique et le cumul des critères discriminants. Résultat ? Tous les métiers étudiés sont concernés par (au moins) trois critères !

Ce qui ressort de l'étude de la CLCD, c'est que la présence d'éléments discriminants peut clairement renforcer la pénurie. Parmi ceux-ci, la question de l'expérience professionnelle demandée est particulièrement interpellante. Sur base de ses conclusions, la CLCD émet un certain nombre de recommandations tant à l'adresse des employeurs que du FOREM.

octobre 2017 // Isabelle Michel

LE SALAIRE, CŒUR DE LA RICHESSE SOCIOÉCONOMIQUE ET MOTEUR DE L'ÉCONOMIE (EXPOSÉ SALARIAL PAR LE BOURDON QUI VOLE. BZZ)

Le salaire, cœur de la richesse socioéconomique et moteur de l'économie

Tout travail mérite salaire. Cette petite expression signe un des grands acquis sociaux émancipateurs de notre histoire, notre petite histoire tout comme la grande histoire sociale.

Notre petite histoire, de l'école à l'emploi, en passant peut-être par les cases chômage et, souhaitons-le, en flânant beaucoup sur la case pension. Et la grande, celle qui nous porte en même temps que nous participons à la forger, celle de notre relation de travail.

Nous pouvons dire beaucoup de choses de notre travail, mais pas autant de notre salaire. Si, ces choses salariales sont fort sujettes à critiques ; elles sont, hélas, peu sujettes à un vrai débat. D'où cette brochure. Tout au long de ces pages, une petite voix caustique va s'exprimer, celle d'un bourdon. Bzz. Savez-vous que selon les « lois universelles » de l'aérodynamique, le bourdon ne vole pas. Vrai ?

Vrai. Non que le bourdon ne vole pas, mais que certains auteurs des « lois universelles » de l'aérodynamique l'ont affirmé. Et si les « lois économiques et financières » qui causent de salaire étaient à l'image de ces « lois de l'aérodynamique », une vision très particulière des choses de la vie économique ?

Ça vous dirait de jouer au bourdon et de regarder ces choses simplement afin d'enrichir votre propre vision ? Gageons que oui, car c'est l'ambition de ces pages, vous aider à vous réapproprier votre pensée, à partir de votre quotidien. Bzz.

Cette brochure est progressive et construite selon la structure suivante : chaque double page tient lieu de « planche » et chaque planche développe une idée principale.

D'emblée une question centrale est lancée : le salaire est-il un coût ? N'est-ce pas en ces termes qu'il est le plus souvent évoqué ? Le travail coûte à l'employeur... C'est la case n° 1 de notre flânerie de bourdon, dans une économie capitaliste.

L'écriture est à l'image du vol de bourdon : slaloms, lignes droites, loopings, repasses, vol stationnaire... Ce n'est pas un roman, ménagez-vous des pauses. Certains sujets nécessitent diverses déclinaisons et des redites(-le moi encore).

Le « bourdon ne vole pas » nous a semblé une manière humoristique de critiquer cette « unique manière de penser ». Cette panacée des penseurs en économie qui n'ont pourtant pas vu venir la grande grippe boursière de 2008 et qui s'assoient sans scrupule aucun sur l'empirisme. C'est que le bourdon vole, vous en conviendrez. Bon envol !

PRODUCTIONS AUDIOVISUELLES

Nos productions audiovisuelles sont visibles sur le site cepag.be et sur la chaîne Youtube « **CEPAG TV** ».

Les émissions Regards, produites par le CEPAG, sont diffusées sur la RTBF. Elles sont également disponibles en DVD au prix de 5 €.

Pour toute info :
daniel.wojtalik@cepag.be
02/506 83 96

VIDÉOS

« CECI N'EST PAS UN TROU »

La sécurité sociale, un « brol d'assistés » ? Yolande Moreau, Bouli Lanners et Charline Vanhoenacker prêtent leur voix à ce court-métrage d'animation réalisé par Lucie Thocaven et produit par le CEPAG.

LA SÉCU VUE PAR...

Bouli Lanners, Yolande Moreau et Charline Vanhoenacker, les voix du court-métrage d'animation « Ceci n'est pas un trou ! »

LES ÉTATS GÉNÉRAUX DU TRAVAIL EN VIDÉO

Les différents rendez-vous des États généraux du Travail, lancés par le CEPAG et différents partenaires en 2017, ont permis d'interroger les conséquences de l'évolution du travail à court, moyen et long terme sur les travailleuses et travailleurs, définir les contours des conditions de travail aujourd'hui. Il s'agit également de dresser des perspectives au regard de l'évolution du monde du travail, des lois qui l'encadrent mais aussi de l'avenir des organisations syndicales. Retrouvez en vidéo de courtes interviews des différents intervenants et intervenantes qui ont participé aux États généraux du Travail.

REGARDS

Emission TV

février 2017

HF : LA FIN DU FILM

Fin de parcours pour le HF6, le haut-fourneau 6 de Seraing, dynamité le 16 décembre 2016 par ArcelorMittal.

La nouvelle émission « Regards » revient sur l'histoire mouvementée de cet outil hautement symbolique pour la sidérurgie liégeoise, au travers d'extraits du documentaire « HF6 : le film », tourné en compagnie des travailleurs qui l'ont fait vivre : des hommes d'acier, des dompteurs de dragons.

avril 2017

« CECI N'EST PAS UN TROU ! » APRÈS LE DESSIN ANIMÉ, L'ÉMISSION TV

La sécurité sociale, un « trou » sans fond ? Un « brol d'assistés » ringard ? Ben non. Un système génial, moderne, efficace, solidaire. La preuve avec cette émission pédagogique qui vous propose des analyses aiguisées, des témoignages éclairants et un court-métrage d'animation original. Avec la participation exceptionnelle de Bouli Lanners, Yolande Moreau et Charline Vanhoenacker !

octobre 2017

SANS METTRE DE GANTS

Elle a 65 ans, Jacqueline.

Elle est « technicienne de surface ».

Ce qui veut dire ouvrière nettoyeuse. Mais ouvrière, ouvrier, ça ne se dit plus. Et surtout, ça ne se montre plus. Aujourd'hui, les femmes et les hommes au travail sont quasiment absents des écrans, du spectacle médiatique. Portés disparus de la modernité. Comme s'il fallait les rendre invisibles, sans existence réelle, sans métier, sans œuvre, sans parole. Pour mieux taire l'exploitation, la précarité, l'aliénation ?

Nous, on va faire exactement le contraire. On va vous emmener à la rencontre de Jacqueline. On va vous montrer son métier d'ouvrière nettoyeuse qu'elle exerce depuis 25 ans, à l'usine. Et vous allez vivre, avec elle, son dernier jour de travail avant la pension.

« Le rêve moderne du capitalisme est celui d'une société débarrassée des ouvriers, de leurs salaires, de leurs revendications, de leurs syndicats, des lois sociales, du code du travail... Une société de robots, un cauchemar climatisé. Cachez ces ouvriers que je ne saurais voir ! » Gérard Mordillat, écrivain et cinéaste, in *Le Miroir voilé* et autres écrits sur l'image, Calmann-Lévy, 2014.



Rue de Namur 47
5000 Beez
Tél. 081 26 51 56

cepag@cepag.be
www.cepag.be

 [cepagasbl](https://www.facebook.com/cepagasbl)